

le temps, je suis devenu plus capable d'apprécier la politique alors mise en action, et aujourd'hui je suis prêt à reconnaître qu'il n'était que juste et raisonnable que cette loi fut édictée. (Ecoutez ! écoutez !) Je sympathisais alors avec ceux qui incendièrent l'hôtel du parlement à Montréal, et je confesse même, que dans la disposition d'esprit où je me trouvais, un des premiers, probablement, si je m'étais trouvé là, j'eusse appliqué la torche à cet édifice ; mais l'expérience et la réflexion m'ont depuis enseigné à examiner les choses à un tout autre point de vue. On apprit alors pratiquement que nous nous gouvernions nous-mêmes. On fut mis à même de subir les conséquences du gouvernement responsable ; car, on apprit à nos dépens que des questions comme celles-là devaient être décidées par la volonté de la majorité du peuple exprimée par ses députés au parlement. (Ecoutez ! écoutez !) Il n'y avait pas à se tromper sur ce que voulait alors cette majorité, et j'affirme que l'esprit de révolte qui s'est manifesté à l'égard de la passation de cette loi, était sous quelques rapports plus condamnable que l'action de ceux qui recoururent aux armes pour obtenir le redressement des torts qui furent cause de la rébellion.—A la longue, beaucoup de ceux qui étaient on ne peut plus irrités de la passation de cette mesure, finirent par reconnaître qu'elle n'était qu'une des conséquences naturelles du nouvel état de choses, et petit à petit, le peuple du Canada est venu à comprendre et à apprécier les avantages du gouvernement responsable, si bien qu'aujourd'hui il comprend parfaitement que la minorité doit se soumettre à la volonté délibérée exprimée du plus grand nombre. (Ecoutez ! écoutez !) Bien plus, j'espère que notre éducation politique est arrivée à un point de perfection que nul homme en Canada ne se croirait justifiable de recourir à la violence pour s'opposer à aucun acte de cette législature, quelle que fût l'injustice de cette loi envers la minorité et quelle que fût l'importance de cette minorité. Aujourd'hui, M. l'ORATEUR, notre attention est dirigée sur une autre union d'un genre tout différent, et en faveur de laquelle je me suis prononcé depuis longtemps. A l'appui de cette assertion, je demande qu'il me soit permis de lire deux ou trois lignes des procès-verbaux de cette chambre de l'année 1856. Je ne prétends pas réclamer pour moi une mention spéciale dans l'affaire ; je désire seulement établir

que j'ai toujours été et je suis encore partisan de cette mesure, pour laquelle, l'autre jour, j'ai été jusqu'à déclarer que je voterais pour la question préalable,—proposition que j'eusse considérée, dans des circonstances ordinaires, susceptible de très-grandes objections. En 1856, M. l'ORATEUR, j'appelai l'attention du procureur-général du Haut-Canada—qui, s'il était ici, se rappellerait certainement ce fait—sur un projet analogue à celui dont nous nous occupons. Je le pressai, je le sollicitai de mettre ses hautes capacités au service de cette œuvre qui, par son importance, était digne de lui. Je m'efforçai de le convaincre qu'en alliant son nom à une grande œuvre comme celle-là, il se ferait une réputation digne de ses talents, mais je ne pus parvenir à lui faire partager mon idée qui, selon lui, était prématurée. Il pensait bien que plus tard elle pourrait peut-être avoir quelque chance de rencontrer l'approbation générale, mais que pour le moment il ne fallait pas y songer. Cela ne m'empêcha pas, toutefois, de rédiger des résolutions, dont je donnai avis deux ou trois semaines avant la date que je comptais les proposer. Dans l'intervalle, je m'adressai aux hon. membres de la chambre, mais, je regrette d'avoir à le dire, je ne reçus d'eux aucun encouragement, à l'exception de feu l'hon. M. MERRITT, qui approuva fortement cette idée. Voyant que je ne serais pas assez appuyé par la chambre pour que l'idée de ce projet se répandit chez le peuple, je crus prudent, comme le font quelquefois les chefs de parti en pareilles circonstances, de ne pas faire montre du peu d'appui que je rencontrerais, car j'avais acquis la certitude que les résolutions ne seraient pas vues favorablement par un assez grand nombre de députés, et qu'en les proposant elles n'eussent attiré l'attention que sur ce que l'on aurait pu considérer comme une excentricité de ma part. Je renonçai donc à l'idée de les mettre en délibération ; avec la permission de la chambre, je vais donner lecture de cet avis de motion, qui est comme suit :—

“ M. RANKIN.—Mercredi, 30 avril, 1856.—La chambre en comité sur l'état général de la province, pour prendre en considération le sujet de l'union ou confédération des colonies de l'Amérique Britannique du Nord, dans la vue de préparer une adresse à Sa Majesté, la priant de vouloir bien recommander ce sujet à la considération du parlement impérial.”

Et c'est cette proposition, M. l'ORATEUR, et je suis heureux de le dire, que le gouver-